



www.lerade.net

Communiqué du Réseau Africain pour les Droits Environnementaux – Cameroun

Le processus REDD+ au Cameroun doit impérativement tenir compte des intérêts des couches marginalisées de la population!

Douala, le 30 janvier 2012 – Le Réseau Africain pour les Droits Environnementaux - Cameroun (RADE- Cameroun) **dit non aux tentatives d’instrumentalisation de la société civile Camerounaise et sollicite la transparence et la prise en compte des intérêts des couches marginalisées de la population dans le cadre du processus REDD+** (Réduction des Emissions dues à la Dégradation et à la Déforestation) initié par le Ministère de l’Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

Le gouvernement du Cameroun a soumis sa [Readiness Plan Idea Note \(R-PIN\)](#) au [Fonds de partenariat pour le carbone forestier \(FCPF\)](#) de la Banque Mondiale, en date du 31/07/2008.

Conformément à la politique de transparence du [Fonds de partenariat pour le carbone forestier \(FCPF\)](#), l’implication et la consultation de toutes les parties prenantes, notamment la société civile, dans la mise en œuvre de la REDD + est exigée.

Comme mentionné dans ladite R-PIN, la société civile camerounaise, évolue, lors de cette soumission, en rang dispersé.

A cet effet, le Ministère de l’Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable, après l’atelier de lancement du processus REDD+, organisé du 27 au 28 juin 2011, initie un atelier de réflexion de structuration de la société civile, en vue de sa contribution au processus REDD+

Ledit atelier de structuration de la société civile a été organisé le 23 juillet 2011, à l’issue de laquelle **9 personnes physiques issues de 3 réseaux** (le Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF), le réseau de foresterie communautaire (RFC) et le Réseau des Organisations de la Société civile camerounaise sur les changements climatiques (ROS4C)) ont été identifiées pour coordonner la [plateforme nationale REDD & changements climatiques](#), nouvellement créée. (Voir photos ci-joint).

En marge de cet atelier du ministère, la société civile, sous l’égide du [Centre pour l’Environnement et le Développement \(CED\)](#) s’était réunie dans le cadre d’un atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile en vue d’une participation effective au processus national REDD+ ; et avait commis une déclaration.

Le Réseau Africain pour les Droits Environnementaux - Cameroun est la branche locale d’un vaste réseau composé de plus de 900 membres et ONG francophones et anglophones, il est co-animé par world justice project <http://www.worldjusticeproject.org/> et conserve Africa Foundation <http://www.conserveafrica.org.uk/>



www.lerade.net

Communiqué du Réseau Africain pour les Droits Environnementaux – Cameroun

Dans cette déclaration, il est mentionné qu'il est impératif pour la société civile Camerounaise, de garder son indépendance, en vue d'influencer l'élaboration du R-PP, en faveur de la prise en compte des **couches marginalisées de la population** et en outre, profiter des opportunités qu'offre la REDD+ pour réclamer des réformes, notamment, la **révision de la loi foncière et de la loi forestière**, présentement défavorable à une quelconque distribution équitable et juste des retombées de ce mécanisme, car, la loi foncière en vigueur au Cameroun fait des terres Camerounaises, la propriété exclusive du gouvernement.

A ce jour, l'implication de la société civile Camerounaise dans le processus REDD+ est fortement compromise, suite aux manœuvres d'instrumentalisation, de récupération, de positionnement d'une minorité d'acteurs de la société civile ; et enfin, suite aux manœuvres de manipulations et d'achat de conscience du gouvernement qui voudrait passer en force, dans la soumission de la R-PP Camerounaise, initialement prévue en mars 2011, mais, reportée, à **juillet 2012**.

Si rien n'est fait, le gouvernement Camerounais soumettra sa R-PP sans tenir compte des **intérêts des couches marginalisées de la population, notamment, les peuples autochtones et les communautés locales**, pour ne citer que ceux-là, et, au nom de la société civile, une **charte et un programme de la plateforme nationale REDD et changement climatique**, conçus sans la participation de la société civile seront, très prochainement validés et adoptés.

En somme la machine de manipulation, d'instrumentalisation de la société civile Camerounaise est en marche, et ce, pour une durée indéterminée.

Les véritables perdants dans toute l'histoire seront les couches marginalisées de la population, car, comme vous le savez certainement, et à l'instar du Cameroun, de nombreux pays forestiers s'intéressent à REDD, surtout pour le profit financier. Ils aimeraient avancer aussi rapidement que possible vers le commerce de crédits de carbone. Cela pourrait signifier que la réforme juridique, liée au droit foncier (base de la réussite de REDD au Cameroun), pourrait par exemple être ignorée car prenant beaucoup trop de temps. Il est clair que si REDD est mis en œuvre dans le contexte juridique actuel, les retombées financières ne profiteront qu'à une minorité de bureaucrates et une poignée d'organisations internationales et locales.

Pour mémoire, des communautés dans le bassin du Congo ont déjà l'expérience de promesses d'avantages financiers non tenues, notamment l'exploitation forestière ou des

Le Réseau Africain pour les Droits Environnementaux - Cameroun est la branche locale d'un vaste réseau composé de plus de 900 membres et ONG francophones et anglophones, il est co-animé par world justice project <http://www.worldjusticeproject.org/> et conserve Africa Foundation <http://www.conserveafrica.org.uk/>



www.lerade.net

Communiqué du Réseau Africain pour les Droits Environnementaux – Cameroun

projets de constructions majeures comme les pipelines et elles sont donc assez sceptiques quant au fait qu’elles recevront une part des bénéfices de REDD.

Conscient de la lourde mission qui lui incombe, le **Réseau Africain pour les Droits Environnementaux (RADE) - CAMEROUN** et Régional dénonce :

✓ *L’exclusion des organisations de la société civile Camerounaise dans le fonctionnement de la plateforme nationale REDD & Changement climatique, car, 9 acteurs physiques issues des organisations, membres de 03 réseaux, avaient été élus librement et démocratiquement par la société civile pour coordonner ladite plateforme*

✓ *L’instrumentalisation de la société civile camerounaise, faite par une minorité d’acteurs se réclamant comme leaders de ladite société civile, et s’exprimant en son nom*

✓ *La récupération des travaux de l’atelier de réflexion de structuration de la société civile camerounaise, par une minorité d’acteurs, se réclamant comme leaders de ladite société civile, à des fins égoïstes et de positionnement*

✓ *La non association et la non consultation des OSC aux activités de la plateforme, notamment, la réflexion relative à l’élaboration des textes de ladite plateforme*

Notant ces exactions, le **Réseau Africain pour les Droits Environnementaux (RADE) - CAMEROUN** et Régional sollicite :

✓ *La mobilisation effective de la société civile camerounaise, au sein de la plateforme nationale REDD & changement climatique, en vue de l’appropriation de cet outil fondamental et indispensable à son implication dans le processus REDD au Cameroun*



www.lerade.net

Communiqué du Réseau Africain pour les Droits Environnementaux – Cameroun

- ✓ *La révision de la loi foncière et forestière Camerounaise, gage préalable de la prise en compte des droits et intérêts des couches marginalisées de la population dans le cadre du processus REDD au Cameroun*
- ✓ *La mise en place d'outils de communication fiables, efficaces et transparents qui garantissent l'accès à l'information par tous en temps réel*
- ✓ *La mise en application des travaux de l'atelier de réflexion de structuration de la société civile Camerounaise*
- ✓ *La mise en application effective de l'esprit inclusif de la plateforme nationale REDD & changement climatique, conformément aux TDR de l'atelier de réflexion de structuration de la société civile Camerounaise*
- ✓ *La pratique des règles et principes de bonne gouvernance dans le fonctionnement de la plateforme nationale REDD & changement climatique*
- ✓ *Le respect des résultats de l'élection des 09 acteurs de la société civile, en charge de la coordination de ladite plateforme*

CONTACT:

Masango SONE: Green Cameroon, www.greencameroon.org masango@greencameroon.org 77 75 68 81 / 96 36 69 49

Ibrahim MBAMOKO : [Association CARRE GEO & ENVIRONNEMENT](http://AssociationCARREGEO&ENVIRONNEMENT), carregeo@gmail.com , +237 33183149 / 99740046 / 75949619

Me Mamadou GUIRO : avocat à la cour d'appel d'Abidjan côte d'ivoire, guiromadou2003@yahoo.fr

Ficard NDAYIMIRIJIE: Action Volontaire pour la lutte contre les changements climatiques et les effets négatifs du soufre du Diesel, athefightagainstclimatechange@yahoo.fr +25779910045/76548719

Jean Donatien – Ipener NSHIMIRIMANA : Propreté Environnement et Santé www.web-africa.org/pes, jeandonatien@yahoo.com +257 22224491 / 79921376

Le Réseau Africain pour les Droits Environnementaux - Cameroun est la branche locale d'un vaste réseau composé de plus de 900 membres et ONG francophones et anglophones, il est co-animé par world justice project <http://www.worldjusticeproject.org/> et conserve Africa Foundation <http://www.conserveafrica.org.uk/>